

## LES ENJEUX DE L'ÉLECTION DE MI-MANDAT 2018 AUX ÉTATS-UNIS

**Maud QUESSARD**

*Maître de conférences des universités, Chercheur États-Unis à l'IRSEM*

### RÉSUMÉ

Cette note étudie l'impact des élections américaines de mi-mandat sur les orientations de la politique étrangère des États-Unis à l'horizon de la prochaine élection présidentielle de 2020. Dans un contexte marqué par une extrême polarisation, cette élection devrait avant tout refléter les préoccupations de politique intérieure des électeurs américains. Son impact sur la politique étrangère américaine dépendra d'une victoire démocrate partielle (à la Chambre des représentants) ou totale au Congrès (à la Chambre basse et au Sénat). Dans les deux cas de figure, la priorité sera donnée par les démocrates au renforcement des enquêtes parlementaires en cours à l'endroit du président. Ce dernier, gêné sur les questions de politique intérieure devrait, dans la grande tradition des présidences « impériales » américaines, reporter toute son attention sur les questions de politique internationale. Il pourrait ainsi renforcer l'*hubris* de ses décisions et la politisation des alliances, qui ont caractérisé ses deux premières années de mandat. En ce sens, pour les alliés comme pour les puissances concurrentes des États-Unis, une victoire démocrate ne serait pas nécessairement un atout pour favoriser leurs intérêts.

### SOMMAIRE

Les <i>Midterms</i> , des élections polarisées par les enjeux de société .....	2
Quel agenda pour la politique étrangère démocrate en cas de victoire partielle ou totale au Congrès ?.....	4
Quel impact des résultats des <i>Midterms</i> sur la politique étrangère de l'administration Trump ? .....	5
Conclusion : vers une politisation exacerbée des alliances ?.....	7

# LES MIDTERMS, DES ÉLECTIONS POLARISÉES PAR LES ENJEUX DE SOCIÉTÉ<sup>1</sup>

## Un référendum anti-Trump ou un choix de société ?

Le 6 novembre 2018, les électeurs américains ont l'occasion de s'exprimer sur la politique de Donald Trump pour la première fois depuis son élection. Si l'échéance des élections de mi-mandat, très souvent propice à l'alternance partisane, crée des attentes ou nourrit des espérances à l'étranger, chez les alliés comme chez les adversaires des États-Unis<sup>2</sup>, ces élections reflètent avant tout les préoccupations de politique intérieure et locale des Américains<sup>3</sup>. Les nominations à la Cour suprême, la santé ou encore le contrôle des armes à feu viennent largement en tête des préoccupations électorales, suivies de près par l'immigration, a fortiori dans le contexte de la crise des migrants honduriens, ou la politique fiscale, selon une étude récente du Pew Research Center<sup>4</sup>.

Contrairement à l'élection de 2016, les électeurs américains se préoccupent bien moins du terrorisme ou de la politique étrangère de leur pays qu'au cours de la présidence Obama. Les dernières enquêtes d'opinion réalisées auprès des électeurs le montrent, l'enjeu de ces élections portera avant tout sur le choix de société exprimé par les Américains pour les deux ans à venir et au-delà, même si la présidence Trump a souvent lié les enjeux de politique intérieure aux affaires internationales en utilisant le slogan *America First*<sup>5</sup>. La politique commerciale, l'immigration ou la sécurité nationale sont en effet présentées comme des réussites de l'administration Trump par ses soutiens républicains, déjà en campagne pour 2020, lorsqu'ils dressent le bilan de mi-mandat. Par ailleurs, avec un taux de croissance de 4 % et un taux de chômage historiquement bas (3,9 %), le président Trump aurait des atouts de poids pour faire gagner son camp au Congrès et faire barrage à la « vague bleue » (démocrate) annoncée dans les médias. Au sein de l'électorat, la polarisation est extrême entre les « trumpistes » convaincus, qui constituent une solide base électorale, et les progressistes et le mouvement #MeToo de l'autre, électoralement plus volatiles.

Les lignes de fracture traditionnelles de la société américaine, balkanisée par les débats de société, divisée par les « guerres culturelles » (*culture wars*), se retrouvent également exacerbées au sein des deux partis majoritaires. Le tribalisme qui règne au sein du parti républicain favorise le Tea Party et l'ascendant de Donald Trump. Dans le camp démocrate, où le conflit générationnel est particulièrement marqué, les démocrates traditionnels et les ultra-progressistes sont divisés sur des questions aussi fondamentales que le système de santé, la réforme du système financier, mais aussi le rôle des États-Unis sur la scène internationale.

Or, en politique étrangère, de part et d'autre, la tendance générale est au désengagement. Cette tendance se trouve renforcée par un mouvement anti-guerre marqué à gauche et porté par les supporters de Bernie Sanders, mouvement créé lors de la campagne de 2016. On retrouve aussi cette tendance à l'autre extrémité de l'échiquier politique avec des républicains conservateurs non interventionnistes. Le phénomène de *war fatigue* hérité de la guerre d'Irak, de la campagne d'Afghanistan et de ce que les militaires américains appellent communément « la guerre la plus longue » (*the longest war*), n'a fait que renforcer les réticences traditionnelles des électeurs pour les aventures extérieures.

Pour l'emporter et mettre en difficulté le président Trump (*i.e.* en exerçant le pouvoir de contrôle du Congrès, en bloquant le processus législatif et les nominations possibles de l'exécutif à la Cour suprême), les démocrates devront gagner la majorité des sièges dans les deux chambres. Pour mémoire, la totalité des 435 sièges sont à pourvoir à la chambre basse, contre 35 sièges seulement sur 100 (renouvellement par tiers tous les deux ans) au Sénat. Phénomène inhabituel et potentiellement déstabilisant pour l'administration Trump, plus d'une quarantaine de députés républicains ont décidé de ne pas se représenter (contre une vingtaine de démocrates), parmi eux le président républicain de la Chambre, Paul Ryan. Pour que les démocrates l'emportent, il leur faut 23 sièges

1. Cette note de recherche synthétise le résultat des entretiens conduits par l'auteur lors d'une mission de terrain à Washington du 19 au 27 septembre 2018, de même que les enseignements du colloque international « L'Amérique de Trump et les enjeux stratégiques américains pour 2020 » organisé par l'IRSEM à l'École militaire les 17 et 18 octobre 2018.

2. David Ignatius, « Trump's friends overseas are very, very nervous about the midterms », *Washington Post*, 21 août 2018.

3. Plusieurs scrutins ont lieu le 6 novembre : en plus des députés et sénateurs, les électeurs peuvent, dans certains États, se prononcer également sur le choix d'un nouveau gouverneur (36 États sont concernés), d'un nouveau juge, d'un nouveau maire ou d'un nouveau shérif ; au total ce sont plus de 6 600 postes qui sont en jeu au niveau local pour ces élections.

4. *Pew Research Center*, « Trump At Midpoint », 23 octobre 2018.

5. A. Trevor Thrall, « Will Trump's foreign policy matter for the midterms? », *The Hill*, 9 août 2018.

supplémentaires qu'ils devront prioritairement aller chercher dans les 26 circonscriptions perdues par Hillary Clinton en 2016 (au Michigan par exemple). Au Sénat, les démocrates n'ont besoin que de 2 sièges supplémentaires (en plus des 26 remis en jeu pour l'élection), il faudrait qu'ils l'emportent en Arizona, au Tennessee (fiefs républicains) et au Nevada (plus partagé).

Autre enjeu de taille, si les démocrates ont la faveur de l'électorat urbain et côtier, les bastions républicains sont plus largement répartis sur le territoire et bénéficient d'une carte électorale qui leur est jusqu'à présent très favorable. Si les démocrates l'emportent localement, ils pourraient remettre en cause cet avantage républicain en décidant d'un redécoupage (*redistricting*) de plusieurs circonscriptions électorales (*constituencies*) à l'horizon 2021, eu égard aux résultats du prochain recensement qui devrait rendre compte de l'évolution démographique des minorités hispaniques, notamment dans des États comme le Texas, l'Arizona ou la Californie. Dès lors, ce redécoupage a priori moins favorable aux républicains devrait être valable pour les dix prochaines années.

Compte tenu des enjeux, la confirmation du juge Kavanaugh<sup>6</sup> à la Cour suprême, en octobre 2018, est rapidement devenue un enjeu des *Midterms* qui a cristallisé les différents clivages partisans et intra-partisans. En raison de la pression des médias et de sa personnalité clivante, les sénateurs qui ont voté en faveur de l'investiture de Kavanaugh ont risqué leurs sièges pour ces élections. Le camp républicain a craint que les démocrates ne transforment les *Midterms* en un référendum sur le harcèlement ou les comportements sexuels déviants portés par le mouvement #MeToo, aussi s'est-il fortement remobilisé en revendiquant cette investiture comme une victoire. En réaction, les plus radicaux des démocrates (comme le très médiatique Michael Avenatti<sup>7</sup>) souhaiteraient faire des nominations à la Cour suprême un thème de campagne pour 2020, en proposant la création de deux sièges supplémentaires (qui passeraient à 11 au lieu de 9), pour rééquilibrer la représentation partisane au sein de cette institution fédérale cruciale.

## Mobilisation et sociologie électorale : quelques tendances de fond pour chacun des partis

Ces élections de mi-mandat s'annoncent donc serrées et susceptibles de mobiliser les électeurs plus fortement que de coutume ; pour chacun des deux camps, il s'agit de tirer parti de ses atouts et des caractéristiques de ces scrutins 2018.

- 1) La santé et la protection sociale sont prioritaires pour les électeurs sur l'ensemble du territoire ; le devenir du *Medicare* est devenu un enjeu national qui peut rassembler localement autour d'une candidature démocrate prônant « une protection sociale pour tous » (c'est ce que l'on peut observer dans plusieurs États, y compris en Alaska où, contre toute attente, le candidat démocrate Mark Begich est devenu un concurrent sérieux face à son homologue républicain).
- 2) Le vote et la représentation des femmes en politique reste une caractéristique incontournable de ces élections 2018. Les femmes blanches et diplômées seraient particulièrement mobilisées et ciblées par les deux camps. Par ailleurs, le nombre de candidates au Congrès est historiquement élevé : 198 démocrates et 59 républicaines.
- 3) Pour les démocrates, la difficulté consiste à combler le fossé générationnel, à mobiliser les jeunes, et à les inciter à s'inscrire sur les listes électorales.
- 4) La base électorale de Trump parmi les électeurs blancs peu diplômés reste stable (estimée à environ 30 %), la popularité du président étant même en légère hausse sur cette fin de campagne (au-dessus de 40 %). Elle est paradoxalement décorrélée des chances que les républicains ont de l'emporter au Congrès.
- 5) Enfin, les collectes de fonds et la mobilisation des soutiens financiers sont également historiquement hauts chez les démocrates, puisque ceux-ci ont levé plus d'un milliard de dollars (contre 709 millions pour les républicains).

6. Le juge Brett Kavanaugh est un républicain conservateur, choisi par le président Trump, il a été accusé de violences sexuelles par le professeur Christine B. Ford lors d'un témoignage très médiatisé au Congrès. Sur les neuf juges de la Cour suprême, il est le cinquième juge conservateur, sa nomination a donc donné la majorité aux conservateurs au sein de cette institution fédérale.

7. Bill Scher, « Michael Avenatti Is Winning the 2020 Democratic Primary », *Politico*, 14 septembre 2018.

# QUEL AGENDA POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DÉMOCRATE EN CAS DE VICTOIRE PARTIELLE OU TOTALE AU CONGRÈS ?

## Des velléités de réengagement timides essentiellement sur le plan diplomatique et humanitaire

Les démocrates ont bien une ébauche d'« agenda », un programme intégrant les enjeux de politique étrangère (déjà dans la perspective de l'élection de 2020), dans le cas où ils remporteraient les *Midterms*, ne serait-ce qu'à la Chambre des représentants. Néanmoins, en cas de victoire, la priorité sera aux enquêtes parlementaires concernant la capacité du président à diriger le pays (plus qu'à la collusion avec la Russie). Une liste succincte d'autres préoccupations de politique étrangère semble aujourd'hui perceptible<sup>8</sup> :

- 1) Comme pour les républicains, la priorité serait donnée sans surprise à la menace de l'influence chinoise. Pour les démocrates, les nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*) constituent une préoccupation majeure qui appelle des solutions autres que militaires. La stratégie démocrate en Asie privilégierait un réengagement multidimensionnel (économique, diplomatique et militaire). Par ailleurs, la question de l'influence chinoise aux États-Unis reste à l'esprit des décideurs particulièrement inquiets des différents rapports faisant état d'interférences chinoises dans le monde académique et politique américain.
- 2) La Corée du Nord représente une question non résolue qui préoccupe les démocrates ; ces derniers ne perçoivent pas le rapprochement des deux Corées comme allant dans le sens de leurs intérêts de sécurité nationale. À l'évidence, ce rapprochement favoriserait les intérêts économiques de la Corée du Sud, mais pas les intérêts stratégiques des États-Unis.
- 3) Le commerce extérieur et la question des tarifs douaniers sont devenus des questions épineuses pour les démocrates compte tenu de leur base électorale (les « cols bleus »). Ils préfèrent donc botter en touche et ne pas insister sur les hausses mises en œuvre par le président Trump pour ne pas s'aliéner une partie de leur électorat. Néanmoins, à l'issue des élections, cette question sera examinée au cas par cas par chaque parlementaire. Rappelons que beaucoup de députés seront élus pour la première fois en novembre et seront déjà dans une perspective de réélection dans deux ans. Ils devront donc faire des choix pragmatiques pour garder leurs sièges. En revanche, les démocrates déjà aux affaires sont conscients que, vis-à-vis du Canada et de l'Europe, il sera nécessaire de pousser dans le sens de mesures douanières et tarifaires plus souples.
- 4) Plus que la lutte anti-terroriste, c'est une diplomatie engagée et non plus transactionnelle en faveur du respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques que les démocrates veulent promouvoir à l'étranger. La situation humanitaire au Yémen devrait être l'un des sujets mis en avant par les démocrates. Il existe au Congrès un consensus bi-partisan rare et assez fort sur cette question. Les sénateurs de la commission des affaires étrangères, démocrates comme républicains, voudraient mettre fin au soutien logistique américain à l'Arabie saoudite et plus largement à la coalition arabe contre les houthis. Une résolution présentée par le Sénat en ce sens avait été rejetée en mars 2018 ; or, les derniers développements de l'affaire Khashoggi apporteront de nouveaux arguments aux parlementaires et sénateurs favorables au retrait de l'aide logistique à l'Arabie saoudite.
- 5) Le dossier iranien demeure une préoccupation pour les démocrates, pour des raisons de stratégie à long terme au Moyen-Orient, mais aussi en raison d'une méfiance vis-à-vis du lobby saoudien à Washington, les démocrates ne souhaitant plus soutenir les positions saoudiennes au nom du contre-terrorisme.
- 6) Enfin, la question du climat, bien qu'apparemment consensuelle, n'est pas la préoccupation de tous les démocrates. Elle ne devrait être mise en avant que par certains candidats pour des raisons d'affichage ou de niche électorale<sup>9</sup>.

8. Priorités établies conformément aux préoccupations exprimées ou mises en avant par les sénateurs démocrates siégeant dans les différentes sous-commissions dédiées aux affaires étrangères (Ben Cardin, Chris Murphy, Tim Kaine, Edward Markey, Cory Booker).

9. Le gouverneur de l'État de Washington par exemple, Jay Inslee, fait campagne dans la perspective de 2020, en proposant d'instaurer une taxe carbone.

## Quelles personnalités démocrates pour représenter la politique étrangère américaine à l'horizon 2020 ?

Pour porter cet agenda, les démocrates ont un *shadow cabinet* (gouvernement alternatif) relativement organisé qui pourrait mettre en avant Anthony Blinken au département d'État et Michèle Flournoy à la Défense. Tous deux sont proches du clan Clinton et sont des personnalités expérimentées et très respectées, déjà connues sur la scène internationale. Michèle Flournoy, qui semble faire consensus par-delà les clivages partisans, a refusé les sollicitations de l'administration Trump pour seconder James Mattis à la Défense, en février 2017.

Quant à l'émergence d'un éventuel leader du parti, candidat pour 2020, deux factions sont en rivalité : d'un côté, les partisans d'une « restauration » de la politique démocrate traditionnelle (Michael Bloomberg, John Hickenlooper) ; d'un autre côté, les progressistes ou ultra-progressistes (Elizabeth Warren, Cory Booker) prêts à absorber les mouvements satellitaires créés sur l'aile gauche du parti démocrate depuis 2016, pour récupérer, entre autres, les *millennials* (les jeunes de 18-34 ans) et une partie de la « majorité silencieuse » (les 40 % de la population qui ne s'expriment pas nécessairement dans les urnes).

De son côté, Joe Biden, ex-vice-président de Barack Obama, pourrait incarner ce retour aux affaires des démocrates traditionnels. Il est particulièrement craint par l'entourage du président, en raison de son expérience politique et de sa capacité à mobiliser des franges de l'électorat considérées comme acquises à Trump, notamment les blancs non diplômés (dans le Michigan, par exemple, qui avaient basculé en faveur de Trump lors de l'élection de 2016). Un peu plus à gauche, Kamala Harris (sénatrice de Californie), très vivement opposée à Trump, pourrait être sa colistière. Quant à Elizabeth Warren, elle pourrait incarner la tendance ultra-progressiste, sur l'aile gauche du parti ; elle a déjà rallié beaucoup de soutiens démocrates dans plusieurs États et a repris à son compte l'idée d'une « réforme du capitalisme financier » (en proposant une loi sur la redistribution des dividendes des grandes entreprises, *Accountable Capitalism Act*), qui n'est pas sans rappeler les revendications du mouvement *Occupy Wall Street* (le mouvement des indignés de 2011), ou plus récemment celles de Bernie Sanders lors de la campagne de 2016.

## QUEL IMPACT DES RÉSULTATS DES MIDTERMS SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'ADMINISTRATION TRUMP ?

Dans le cas, peu probable, d'une victoire républicaine à la Chambre et au Sénat, le président Trump sortirait à l'évidence galvanisé par cette élection et aurait les coudées franches pour poursuivre son agenda présidentiel sur des sujets particulièrement clivants comme l'abolition de l'*Obamacare* ou l'immigration. Par ailleurs, ce résultat légitimerait la candidature du président sortant pour 2020 et affaiblirait ses concurrents parmi les républicains critiques ou dissidents tels que Jake Flake (Arizona) ou Larry Hogan (Maryland) qui n'auraient plus d'autre choix que de se présenter comme indépendants.

Dans ce cas de figure, le président Trump serait donc particulièrement occupé par les enjeux de politique intérieure et les logiques partisans pour les deux ans à venir.

## Un impact limité sur la politique étrangère de Trump en cas de victoire partielle ou totale des démocrates

Dans le cas le plus probable où les démocrates remporteraient la Chambre mais pas le Sénat<sup>10</sup> avec une marge d'environ 6 à 7 % (Hoover Institution) – et même dans le cas plus surprenant d'une double défaite républicaine (perte de la Chambre et du Sénat) – l'impact sur la politique étrangère de l'administration Trump serait sans doute limité. La priorité des démocrates élus serait de renforcer les enquêtes en cours ou d'en exiger de nouvelles : le président et son entourage le plus proche seraient alors soumis à un examen particulièrement scrupuleux pour déterminer l'existence

10. À moins de deux semaines du scrutin, selon le site d'agrégat de sondages le plus reconnu chez les observateurs de la vie politique américaine, *FiveThirtyEight*, les démocrates ont 86 % de chances d'emporter la majorité à la chambre contre seulement 21 % de chances de l'emporter au Sénat.

ou non de conflits d'intérêts. Cependant, même si le Sénat devait basculer, la mise en œuvre d'une procédure d'*impeachment* constituerait un scénario peu probable, voire même « tabou » pour bien des élus des deux camps. Pour que celle-ci aboutisse, il faudrait une majorité des deux tiers au Sénat, ce qui impliquerait qu'une partie des sénateurs républicains vote en faveur de l'*impeachment* et favorise un peu plus l'éclatement du Grand Old Party.

Dans le cas extrême d'une procédure d'*impeachment* qui conduirait le vice-président Mike Pence à remplacer Donald Trump, la ligne de politique étrangère ne serait pas infléchie sur l'Iran ou la Syrie. En revanche, les alliances et l'OTAN pourraient être renforcées. La priorité resterait à la compétition de puissance avec la Chine toujours perçue comme une menace par l'ensemble de la classe politique américaine<sup>11</sup>.

## L'amenuisement du pouvoir de contrôle du Congrès en politique étrangère

Par ailleurs, il convient de souligner que ces dernières années, les différentes commissions responsables des Affaires étrangères ont perdu en efficacité et en influence sur le processus décisionnel de la politique étrangère des États-Unis. On continue d'assister (trait commun à Obama et Trump) à une hyper-présidentialisation du régime démocratique américain et par là-même de sa politique étrangère. Dans la perspective d'une victoire démocrate à la Chambre et même au Sénat, le pouvoir de contrôle ou de rééquilibrage du Congrès resterait faible au regard des pouvoirs du président de contourner le Congrès<sup>12</sup>. Parmi les sénateurs républicains qui ont marqué leur opposition au président Trump, deux d'entre eux, et non des moindres, quittent leur siège : Bob Corker (Tennessee), président de la commission des affaires étrangères, et Jake Flake (Arizona). Dès lors, qui déciderait des orientations de la politique étrangère au sein de l'administration Trump ?

## Présidentialisation et personnalisation des processus de décision

Le processus décisionnel de la politique étrangère, notamment le rôle du Conseil national de sécurité (NSC), paraît peu clair et incertain dans la mesure où beaucoup de propositions collégiales sont réduites à leur plus simple expression une fois la décision prise par l'exécutif. Le président déciderait en dernière instance sans nécessairement tenir compte des recommandations formulées par les sous-commissions interagences en amont. Aujourd'hui, les luttes d'influence du processus interagences se résument à des luttes de personnes. Le meilleur exemple restant la rivalité entre Mike Pompeo et John Bolton. Il semblerait que John Bolton, plus présent à la Maison-Blanche, ait l'oreille du président. Reste James Mattis qui fait l'unanimité au Pentagone pour sa capacité à diriger la machine de défense mais pas nécessairement pour ses orientations stratégiques.

Dans tous les cas de figure, qu'il s'agisse d'une défaite partielle (perte de la chambre) ou totale (perte du Sénat en plus), la réponse de Trump, gêné sur le plan intérieur, serait sans doute d'accentuer certains aspects de sa politique étrangère : frapper plus fort y compris sur les alliances ou les Européens, renforcer le protectionnisme. Cette ligne dure est illustrée par les déclarations du président Trump au sujet de son ministre de la Défense, le 14 octobre dernier, dans l'émission de télévision *60 minutes*<sup>13</sup>. En clair, une victoire démocrate lors des *Midterms* ne pourrait conduire qu'à renforcer les excès des prises de position du président en politique étrangère et non à assouplir ou contrôler ceux-ci. Il n'y aurait pas de plan B à espérer sur des dossiers comme l'Iran ou la Syrie, tant la volonté de désengagement domine quel que soit le camp. Ces enjeux ne sont clairement pas la priorité des électeurs et donc pas non plus ceux de leurs représentants au Congrès.

11. Voir le discours du vice-président Mike Pence à l'Hudson Institut le 4 octobre 2018, <https://www.hudson.org/events/1610-vice-president-mike-pence-s-remarks-on-the-administration-s-policy-towards-china102018>.

12. Voir James Goldgeier & Elizabeth N. Saunders, « The Unconstrained Presidency. Checks and Balances Eroded Long Before Trump », *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2018, p. 144-156.

13. Lors de l'émission du 14 octobre, le président américain Donald Trump a déclaré qu'en vérité, selon lui, son ministre de la Défense Jim Mattis était « une sorte de démocrate » qui pourrait bientôt quitter le gouvernement.

## Vers un renforcement de la ligne nationaliste du président

Le président, déjà en campagne pour 2020, l'a lui-même formulé lors de son déplacement au Texas pour soutenir le sénateur Ted Cruz<sup>14</sup>. Il se définit comme un nationaliste (par opposition, selon lui, aux « mondialistes »). Ce faisant, le président Trump défie les catégories de républicains et leurs positionnements traditionnels en matière de politique étrangère (interventionnistes, non-interventionnistes, etc.). Au sein du Grand Old Party (GOP), il y aurait désormais trois catégories de républicains : les trumpistes, les prudents et les résistants<sup>15</sup>. Avec le départ de Bob Corker et le décès de John McCain, le parti républicain souffre d'une crise de leadership au Congrès sur les questions de politique étrangère. Le président Trump pourrait tirer avantage des divisions idéologiques au sein du parti pour imposer sa ligne. Il est en effet proche du sénateur nationaliste Tom Cotton (Arkansas), il s'entend aussi assez bien avec le sénateur libertarien Rand Paul (Kentucky), et de manière plus surprenante avec son ex-concurrent le sénateur Marco Rubio (Floride), ou encore avec l'héritier de John McCain, le sénateur Lindsay Graham (Caroline du Sud).

Par ailleurs, au sein de son administration, le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, le ministre de la Défense James Mattis et le vice-président Mike Pence ont des prises de position très conservatrices et ne remettent pas de ce fait en cause le bien-fondé des alliances<sup>16</sup>.

## Quel impact du résultat des élections sur le budget de la Défense ?

Reste la question attendue du budget de la Défense. En cas de victoire républicaine, il pourrait rester autour de 3 %, et ce en dépit des annonces du président concernant une nouvelle course aux armements dans l'espace<sup>17</sup>. En cas de victoire partielle, les démocrates pourraient utiliser ce levier pour favoriser une redistribution des dépenses dans plusieurs domaines qui touchent aux questions de choix de société. En politique extérieure, ils favoriseraient l'aide au développement qui avait été menacée par Trump-Tillerson en début de mandat, et plus récemment par le président Trump lors du sommet de l'ONU du 24 septembre 2018.

## CONCLUSION : VERS UNE POLITISATION EXACÉRBERÉE DES ALLIANCES ?

Selon le scénario le plus probable l'issue des élections de mi-mandat devrait donc conduire à une nouvelle situation de blocage au Congrès peu favorable aux deux partis dans la perspective des élections de 2020. Ainsi, une fois de plus, les membres du Congrès se retrouveraient pour les deux ans à venir dans une situation de relative impuissance face à l'exécutif. Or, cette polarisation extrême sur le plan intérieur pourrait déteindre sur les relations extérieures américaines en poursuivant la tendance à une politisation des alliances (« pour ou contre Trump ») déjà observée dans les velléités de rapprochement entre le gouvernement canadien et le Congrès<sup>18</sup>.

Surtout, la bataille électorale des *Midterms* devrait conduire à une bataille plus incertaine sur le plan judiciaire, qui éclipserait les enjeux de politique étrangère à Washington comme sur la scène médiatique. Les décisions concernant les conflits en cours devraient donc continuer d'émaner essentiellement du Pentagone, plus encore que du Conseil de sécurité nationale (NSC) devenu opaque et affaibli par la présidence Trump. En d'autres termes, les militaires l'emportent sur les civils (technocrates, conseillers spéciaux, élus), ce qui pourrait confirmer une tendance à la militarisation de la politique étrangère américaine (une évolution à surveiller en fonction de la capacité de James Mattis à rester en poste malgré le récent désaveu public du président Trump à son endroit<sup>19</sup>).

Une nouvelle fois, les enjeux de ces élections se jouent surtout en dehors de Washington. C'est avant tout à un choix de société amplifié par les mouvements anti-Trump auquel les électeurs américains vont se livrer, qui devrait

14. Il s'agit de son ex-rival, celui-là même que le président Trump avait calomnié lors des primaires de 2016, et surnommé désormais « Texas Ted ».

15. Voir Colin Dueck, « GOP Foreign Policy Opinion in the Trump Era », Program on National Security, FPRI, E-Notes, 20 avril 2018.

16. Voir Colin Dueck, « Foreign Policy and the 2018 Midterms », Program on National Security, FPRI, E-Notes, 26 octobre 2018.

17. Il ne s'agit en aucun cas d'un projet comparable à l'IDS du président Reagan.

18. Voir Daniel Drezner (Fletcher School of Law and Diplomacy, Tuft University), « The polarization of U.S. alliances », *The Washington Post*, 27 mai 2018.

19. CBS News, *60 minutes*, 14 octobre.

cristalliser davantage les extrêmes : ultra-progressistes contre ultra-conservateurs, comme l'illustre l'affaire récente des colis piégés reçus par des personnalités démocrates. Cette hypothèse pourrait accélérer le désengagement auquel les États-Unis se préparent, une tendance de fond, populaire chez les électeurs comme chez les élus.

#### POUR ALLER PLUS LOIN, SUIVRE ET COMPRENDRE LES ENJEUX DES *MIDTERMS* AUX ÉTATS-UNIS :

1) Sondages et enquêtes d'opinion :

Pew Research Center, <http://www.pewresearch.org>

FiverThirtyEight, <https://fivethirtyeight.com>

2) Spécialistes des partis politiques :

Les travaux de Ray La Raja, spécialiste des partis politiques et des questions électorales aux États-Unis, <https://polsci.umass.edu/people/ray-la-raja>

Les travaux de Colin Dueck, spécialiste du parti républicain et de sa politique étrangère : *Hard Line, The Republican Party and U.S. Foreign Policy since World War II*, Princeton, Princeton University Press, 2010 ; « GOP Foreign Policy Opinion in the Trump Era », Program on National Security, FPRI, E-Notes, 20 avril 2018 et « Foreign Policy and the 2018 Midterms », Program on National Security, FPRI, E-Notes, 26 octobre 2018.

Maud Quessard, maître de conférences des universités, est chercheur États-Unis à l'IRSEM. Diplômée de Sciences Po, spécialiste de politique étrangère américaine, elle a enseigné jusqu'en 2017 à l'Université de Poitiers, à l'IEP de Bordeaux et à Sciences Po Paris. Ses recherches portent sur la diplomatie publique, le *soft power* américain, les guerres de l'information et les stratégies d'influence. Elle a bénéficié du programme de soutien à la recherche de l'IHEDN, a été *visiting fellow* au département d'histoire de l'Université de Harvard en 2015. Elle est l'auteur d'une monographie sur *Les Stratégies d'influence des États-Unis : propagande, information et diplomatie publique depuis la guerre froide*, Presses universitaires de Rennes (à paraître en 2019). Parmi ses publications récentes : « Les diplomaties de l'*entertainment* au service du *nation branding* américain », in Thierry Balzaq, Frédéric Ramel, Frédéric Charillon (dir.), *Manuel de diplomatie*, coll. « Relations internationales », Presses de Sciences Po, août 2018 ; avec David Haglund, « How the West Was One: France, America, and the "Huntingtonian Reversal" », *Orbis Journal of World Affairs*, automne 2018.

Contact : [maud.quessard@irsem.fr](mailto:maud.quessard@irsem.fr)